



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 20 novembre 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Enquête sur les approches en matière de planification des études, 2002** 3
Les parents canadiens manifestent un engagement ferme à l'égard des études postsecondaires de leurs enfants, selon l'Enquête sur les approches en matière de planification des études. Même si dans le cas de plus de 90 % des enfants, les parents s'attendent à ce qu'ils poursuivent des études postsecondaires, ils semblent modifier leurs attentes quant au type d'études postsecondaires au fur et à mesure que leurs enfants avancent en âge.

- **Programmes de formation des apprentis inscrits, 2001** 6
Un nombre plus élevé que jamais d'hommes et de femmes se sont inscrits à des programmes de formation des apprentis en 2001, rebondissant à la suite de la difficile période du début des années 1990. En outre, un plus grand nombre de femmes se sont inscrites aux programmes dominés par les hommes.

(suite à la page 2)



L'Observateur économique canadien Novembre 2003

Le numéro de novembre 2003 de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques d'octobre et présente deux études spéciales ayant pour titre : «Changement du rôle des stocks dans le cycle d'affaires» et «Panne de courant Ontario - États-Unis : Impact sur les heures travaillées». Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principaux indicateurs économiques du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro de novembre 2003 de *L'Observateur économique canadien*, vol. 16, n° 11 (11-010-XIB, 19 \$ / 182 \$; 11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Afin de vous donner l'occasion de lire en version électronique *L'Observateur économique canadien*, nous vous offrons un accès gratuit au numéro d'août de cette publication. Vous pourrez ainsi, sans engagement de votre part, parcourir cette nouvelle version électronique. Nous vous encourageons également à nous transmettre vos réactions en remplissant et en retournant le questionnaire *Enquête auprès des lecteurs*.

Vous pouvez visiter en ligne, dans notre site Web, la page de *L'Observateur économique canadien*. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*, et sur cette page, vous trouverez la publicité de *L'Observateur économique canadien*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Mariages, 2001	11
Stocks de viande de volaille congelée, 1er novembre 2003	12
Livraisons des principales céréales, octobre 2003	12
Statistiques sur le broyage, octobre 2003	13

NOUVEAUX PRODUITS

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Enquête sur les approches en matière de planification des études

2002

Les parents canadiens manifestent un engagement ferme à l'égard des études postsecondaires de leurs enfants, selon les résultats de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études.

Toutefois, l'enquête a aussi démontré que les parents ont tendance à modifier leurs attentes quant à l'avenir de leurs enfants au fur et à mesure que ceux-ci vieillissent, peut-être parce qu'ils sont plus conscients de leurs intérêts et de leurs aptitudes.

Dans le cas d'environ 7,2 millions d'enfants âgés de 18 ans ou moins, on s'attendait à ce qu'ils poursuivent au moins des études secondaires. Pour la vaste majorité (93%), les parents s'attendaient à ce qu'ils terminent des études postsecondaires dans une école de métiers, un collège, une université ou un autre type d'établissement postsecondaire.

Dans le cas de près des trois quarts (74 %) des enfants âgés de cinq ans ou moins, les parents s'attendaient à ce qu'ils terminent un diplôme universitaire. Toutefois, les attentes changent au fur et à mesure que les enfants vieillissent. Dans le cas des enfants âgés de 6 à 12 ans en 2002, seulement 68 % des parents s'attendaient à ce qu'ils terminent l'université. Cette proportion passait à 61 % dans le cas des enfants âgés de 13 à 18 ans.

Au fur et à mesure de la diminution des aspirations en ce qui a trait aux études universitaires d'un groupe d'âge à l'autre, on assiste à des augmentations parallèles des attentes pour d'autres formes d'études postsecondaires. Par exemple, dans le cas de 12 % des enfants âgés de cinq ans ou moins, les parents s'attendaient à ce qu'ils terminent un diplôme collégial. Toutefois, pour les jeunes âgés de 13 à 18 ans, cette proportion passait à 19 %.

Même lorsque l'on tient compte de ces changements selon l'âge, la proportion d'enfants dont on s'attend à ce qu'ils terminent certaines études postsecondaires demeure au-dessus de 90 %.

Le nombre de parents qui épargnent pour les études de leurs enfants augmente

L'enquête a permis de déterminer qu'un nombre plus grand d'enfants canadiens disposaient d'épargnes pour leurs études postsecondaires qu'il y a trois ans.

Note aux lecteurs

Les données du présent communiqué découlent de la deuxième ronde de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études (EAPE), qui a été menée par Statistique Canada, de concert avec Développement des ressources humaines Canada.

L'EAPE est la première enquête de Statistique Canada auprès des ménages qui vise à recueillir des données détaillées sur la façon dont les Canadiens se préparent en vue des études postsecondaires de leurs enfants. La deuxième ronde a eu lieu en octobre 2002, à titre de supplément de l'Enquête sur la population active. La première ronde s'était déroulée en octobre 1999.

Un peu plus de 10 000 enfants âgés de 18 ans ou moins ont été sélectionnés pour faire partie de l'échantillon. Dans la plupart des cas, ce sont leurs parents ou tuteurs qui ont répondu à l'enquête même si, parfois, on est entré en rapport avec les enfants plus âgés vivant seuls.

On leur a posé une série de questions concernant l'importance perçue des études postsecondaires, les aspirations en matière de scolarité des parents pour leurs enfants, le rendement scolaire des enfants, et les stratégies de financement devant servir à compenser les coûts des études postsecondaires.

En 1999, dans le cadre de la première ronde de l'enquête, on avait déterminé que dans le cas de 3 millions d'enfants âgés de 18 ans ou moins, soit 41 % du total, les parents avaient épargné pour les études postsecondaires de leurs enfants. En 2002, ce nombre était passé à 3,6 millions, soit environ la moitié du total.

Dans le cas d'une proportion additionnelle de 30 % des enfants, les parents ont indiqué qu'ils prévoyaient commencer à épargner plus tard.

Cela signifie que les 19 % d'enfants qui restent, soit 1,4 million, n'auront pas accès aux épargnes de leurs parents lorsqu'ils deviendront admissibles à des études postsecondaires. Les parents qui n'avaient pas encore commencé à épargner, ou qui n'avaient pas l'intention de le faire, ont cité le plus fréquemment le manque d'argent pour justifier leur décision.

L'enquête indique qu'en date d'octobre 2002, les enfants âgés de 18 ans ou moins pouvaient compter sur 32 milliards de dollars déjà épargnés par leurs parents pour leurs études postsecondaires. Cela représente près du double de l'estimation de 17 milliards de dollars établie dans le cadre de la première ronde de l'enquête, en 1999.

Le total pour 2002 comprend un montant de 11 milliards de dollars dans des Régimes enregistrés

d'épargne-études, et un montant d'environ 20 milliards de dollars dans d'autres types d'épargnes.

Les attitudes des parents et le rendement scolaire des enfants jouent un rôle important en ce qui a trait à l'épargne

Les résultats de l'enquête ont fait ressortir le rôle important que jouent les attitudes des parents au sujet des études postsecondaires en ce qui a trait aux comportements en matière d'épargne, ainsi que celui du rendement scolaire de l'enfant.

Dans les cas où les parents croyaient que des études au-delà du niveau secondaire étaient importantes, 52 % des enfants disposaient déjà d'épargnes au moment de l'enquête. Dans les cas où les parents avaient une attitude moins positive à l'égard des études postsecondaires, seulement 34 % des enfants disposaient d'épargnes.

Dans le cas d'environ 57 % des enfants dont les notes étaient supérieures à 90, les parents épargnaient déjà. Toutefois, cette proportion passait à 42 % pour les enfants dont les notes se situaient entre 60 et 70.

Dans le cas d'environ 86 % des enfants âgés de 13 à 18 ans, les parents indiquaient qu'ils contribueraient aux coûts de leurs études postsecondaires autrement que par leurs épargnes, grâce notamment à leurs gains courants, à la prise en charge des frais de subsistance de leurs enfants ou à un emprunt en leur nom.

On s'attendait à ce que plus de 90 % de ces enfants contribuent eux-mêmes aux coûts leurs études, en travaillant avant ou pendant leurs études postsecondaires et en demandant des subventions, des bourses, des prêts, et autres.

Lorsque l'on tient compte des diverses combinaisons d'épargnes des parents et d'autres stratégies financières, on note une proportion de seulement 1 % environ d'enfants âgés de 13 à 18 ans qui ne disposaient pas d'épargnes ni de plan financier pour leurs études postsecondaires.

Comparaison des attentes et de l'utilisation dans les faits de stratégies de financement

Les prévisions découlant de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études peuvent être comparées à l'expérience des étudiants postsecondaires à temps plein aujourd'hui, dont il est fait état dans l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires (EPEP).

Les résultats de l'EPEP ont été diffusés dans *Le Quotidien* du 10 septembre 2003. L'EPEP a permis de recueillir des données sur trois thèmes, soit l'accès

aux études postsecondaires, la persévérance dans les programmes et les façons dont les étudiants financent leurs études.

Ces deux enquêtes permettent une comparaison entre l'utilisation prévue de stratégies particulières de financement pour les enfants âgés de 13 à 18 ans compris dans la population de l'EAPE, et l'utilisation de ces stratégies par les étudiants postsecondaires à temps plein âgés de 18 à 24 ans compris dans la population de l'EPEP. Des différences substantielles ont été notées pour trois aspects importants.

Tout d'abord, dans le cas d'environ 29 % des enfants visés par l'EAPE, les parents s'attendaient à ce qu'ils reçoivent des subventions ou des bourses en fonction de leurs besoins financiers, à un moment ou à un autre de leurs études postsecondaires. Toutefois, seulement 15 % des répondants de l'EPEP avaient reçu des subventions et des bourses pour financer leur année scolaire en cours.

En deuxième lieu, dans le cas d'environ 4 enfants sur 10 visés par l'EAPE, les parents croyaient qu'ils recevraient des bourses ou des récompenses accordées selon le mérite scolaire. Environ 15 % des répondants de l'EPEP avaient reçu ce type de financement pour compenser les coûts de leurs études postsecondaires.

Une stratégie de financement seulement avait un taux d'utilisation prévue plus faible dans l'EAPE que selon les expériences des étudiants à temps plein visés par l'EPEP. Seulement 11 % des enfants visés par l'EAPE devaient profiter de prêts remboursables de membres de la famille, d'amis ou d'institutions financières. Selon l'EPEP, 27 % des étudiants à temps plein avaient reçu de tels prêts au cours de l'année scolaire en cours.

Les sommes épargnées varient notamment selon l'âge de l'enfant et le niveau de revenu du ménage

Dans le cas des enfants dont les parents épargnaient déjà, les montants épargnés à ce jour variaient selon plusieurs facteurs, y compris l'âge de l'enfant et le revenu du ménage. Une analyse plus poussée des données de l'EAPE permettra d'élargir notre compréhension de l'importance relative des facteurs qui ont une influence sur le processus de planification des études postsecondaires.

Le montant médian épargné en date d'octobre 2002 pour les enfants âgés de cinq ans ou moins était de 2 000 \$. (La moitié des enfants disposaient d'épargnes supérieures à ce niveau, et la moitié, d'épargnes inférieures.) Dans le cas des enfants âgés de 6 à 12 ans, le montant était de 5 000 \$, et pour ceux âgés de 13 à 18 ans, il était de 7 000 \$.

On a établi un lien entre le revenu du ménage et le montant épargné à ce jour par les épargnants actuels, les stratégies d'épargne utilisées et les montants épargnés en 2001.

L'enquête a produit des données pour cinq niveaux de revenu, le niveau inférieur étant constitué des ménages dont le revenu est inférieur à 25 000 \$, et le niveau supérieur, des ménages ayant un revenu de 85 000 \$ ou plus.

En date d'octobre 2002, dans le cas d'environ 26 % des enfants vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur à 25 000 \$, les parents épargnaient. Le montant médian épargné à ce jour pour ces enfants était d'environ 2 400 \$. Dans le cas de presque 7 enfants sur 10 dans les ménages dont le revenu était de 85 000 \$ ou plus, les parents épargnaient. Le montant médian épargné pour ces enfants était presque trois fois supérieur, soit environ 7 000 \$.

Les enfants qui obtiennent des notes de 70 % ou plus et qui vivent dans des ménages à faibles revenus, ont moins de chance que leurs parents aient déjà épargné en vue de leurs études postsecondaires que les enfants qui obtiennent les mêmes notes mais qui proviennent d'un ménage à revenu plus élevé. Près de 3 enfants sur 10 qui obtiennent des notes de 70 % ou plus et qui vivent dans des ménages dont le revenu est de moins de 25 000 \$ ont déjà des épargnes accumulées. Ce nombre augmente à 7 sur 10 pour les enfants qui vivent dans des ménages dont le revenu est de 85 000 \$ ou plus.

Dans le cas d'environ 61 % des enfants vivant dans des ménages à revenu élevé, les parents utilisaient des REEE pour épargner, comparativement à seulement 42 % des enfants vivant dans des ménages à faible revenu.

On a demandé aux parents qui avaient commencé à épargner au moment de l'enquête d'estimer leurs

épargnes totales au moment où leur enfant deviendra admissible à des études postsecondaires. Les parents des enfants vivant dans les groupes de revenu inférieur s'attendaient à avoir épargné environ 10 000 \$ au moment du début des études postsecondaires de leur enfant. Il s'agit du coût de l'équivalent d'environ une année d'études postsecondaires.

Par ailleurs, les parents des enfants vivant dans des ménages compris dans les niveaux de revenu les plus élevés étaient plus susceptibles de s'attendre à avoir épargné 20 000 \$ à 25 000 \$, soit l'équivalent du coût d'environ deux ans et demie d'études postsecondaires.

Les enfants dont les parents s'attendaient à pouvoir mettre suffisamment d'argent de côté pour compenser un diplôme de premier cycle de quatre ans, selon les coûts actuels des études postsecondaires, étaient peu nombreux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4442.

Le rapport intitulé *Planification et préparation : premiers résultats de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études (EAPE) de 2002* (81-595-MIF2003010, gratuit) est maintenant offert en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

Programmes de formation des apprentis inscrits 2001

Un nombre plus élevé que jamais d'hommes et de femmes se sont inscrits à des programmes de formation des apprentis en 2001, rebondissant à la suite de la difficile période du début des années 1990.

En outre, un plus grand nombre de femmes se sont inscrites aux programmes dominés par les hommes.

Le nombre d'inscriptions dans les programmes d'apprentissage a atteint le chiffre record de 217 560 en 2001, soit la sixième augmentation annuelle d'affilée. Il s'agit d'une hausse de 8 % par rapport à 2000 et de 32 % par rapport au plus récent creux de 164 570 atteint en 1995.

En tout, 197 500 hommes et 20 060 femmes étaient inscrits en 2001. Ce sont toutefois les femmes qui affichent, et de loin, la plus importante augmentation au chapitre des inscriptions depuis 1995.

Entre 1995 et 2001, le nombre de femmes inscrites a bondi de 76 %, soit plus du double du taux de croissance chez les hommes (29 %). Pendant cette période, l'accroissement du nombre d'inscriptions chez les femmes était plus élevé dans tous les grands groupes.

En 2001, les femmes représentaient 9 % de toutes les inscriptions, en hausse par rapport à 7 % en 1995. Cette même année, les hommes représentaient 91 % des inscriptions, en baisse comparativement à 93 % en 1995.

Une proportion légèrement plus élevée de femmes dans la plupart des métiers

Entre 1995 et 2001, la proportion de femmes a augmenté dans presque tous les métiers.

Les femmes ont dominé et dominent toujours un seul groupe, celui de l'alimentation et des services. En 2001, 13 620 femmes étaient inscrites à des programmes dans ce domaine, et elles y représentaient 61 % du nombre total d'inscriptions, en hausse par rapport à 54 % en 1995. La majorité des femmes étaient inscrites dans des programmes de formation en coiffure, en esthétique et en cuisine.

Les femmes ont également fait des percées dans des domaines normalement dominés par les hommes. Par exemple, en 2001, le nombre de femmes inscrites

Note aux lecteurs

Les données sur la formation des apprentis inscrits pour 2001 ont été obtenues à l'aide du Système d'information sur les apprentis enregistrés, qui porte sur le nombre d'inscriptions et d'achèvements. Les inscriptions incluent les apprentis toujours inscrits des années précédentes et les nouveaux apprentis inscrits au cours de l'année. Elles excluent les apprentis qui ont achevé ou qui se sont retirés. Dans la plupart des provinces, la formation des apprentis inscrit combine une expérience pratique de travail à des périodes de formation technique en classe.

La durée des programmes d'apprentissage varie de deux à cinq ans selon le métier ou la profession. Il est néanmoins relativement courant que les programmes se poursuivent au-delà de la limite prévue.

La catégorie de groupe professionnel « autres » regroupe divers métiers et professions non classés ailleurs. Il est utile de savoir que nombre des métiers et professions d'apprentissage créés dans les années 1990 se sont ajoutés à ce groupe. En raison de leur faible nombre, ceux-ci ont été exclus de la présente analyse.

Ces nouveaux métiers et professions comprennent les travailleurs auprès des enfants et des jeunes, les éducateurs en garderie et les techniciens en production de viande de porc ainsi que ceux liés aux milieux du cinéma et du théâtre, comme les assistants opérateurs, les machinistes et les ensembliers.

à des programmes d'apprentissage en fabrication de produits métalliques a plus que doublé.

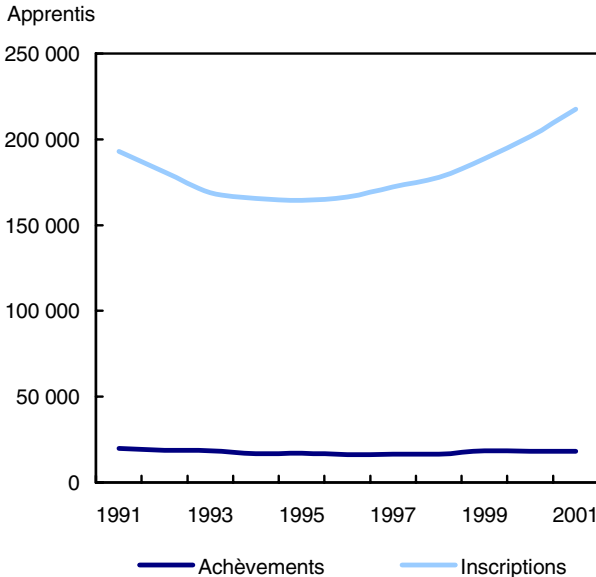
Elles ont également enregistré des augmentations de 10 % et plus dans les programmes liés à l'électricité et l'électronique ainsi qu'aux véhicules automobiles et au matériel lourd.

En 2001, quelque 890 femmes étaient inscrites à des programmes de formation dans le domaine des véhicules automobiles et du matériel lourd, en hausse par rapport aux 620 femmes inscrites à ces programmes en 1995. Elles ne représentaient néanmoins que 2 % seulement des inscriptions en 2001, soit une hausse marginale comparativement à 1995.

Environ 1 210 femmes étaient inscrites à des programmes de métiers de la construction de bâtiments, en progression comparativement à 1995, où elles n'étaient que 880. Les femmes représentaient 2,8 % des inscriptions en 2001, en hausse par rapport à 2,5 %.

Cependant, bien que le nombre d'inscriptions augmente, le nombre de femmes qui terminent leur programme d'apprentissage n'est pas à la hauteur. Il faudra peut-être encore plusieurs années avant que ces deux chiffres soient au même niveau.

Formation des apprentis inscrits



Le nombre d'inscriptions est à la hausse dans presque tous les groupes de métiers

Le nombre d'inscriptions était à la hausse dans tous les grands groupes de métiers en 2001. Des 16 000 personnes supplémentaires inscrites en 2001, près de 60 % se sont inscrites dans trois des quatre groupes de métiers qui dominent traditionnellement le secteur, soit celui de l'électricité et de l'électronique (+3 790), celui de la fabrication de produits métalliques (+3 200) et celui de la construction de bâtiments (+3 080).

La plus importante augmentation a été observée dans le domaine de l'électricité, de l'électronique et des autres métiers, où les inscriptions ont fait un saut de 12 % en 2001, pour se situer à 36 640.

Cette croissance pourrait contribuer à réduire les effets d'une éventuelle pénurie d'électriciens, qu'ont fait ressortir les données du recensement de 2001 sur les professions diffusés dans *Le Quotidien* le 11 février. Ces données indiquaient en effet que la proportion d'électriciens âgés était passée de 8 % à 12 % dans les années 1990, tandis que le nombre de jeunes électriciens avait diminué de façon spectaculaire.

D'autre part, les inscriptions ont augmenté de 10 % dans les programmes liés à l'alimentation et aux services, de 8 % dans les métiers de la construction de bâtiments, de 7 % dans les métiers de la fabrication de produits métalliques et de 7 % dans les métiers de l'industrie et de la mécanique.

La plus faible hausse d'une année à l'autre (+5 %) est survenue dans les programmes du groupe de

métiers des véhicules automobiles et du matériel lourd. Ce groupe de métiers n'a pas atteint le rythme moyen d'augmentation des programmes d'apprentissage depuis 1998.

En 2001, 47 620 personnes étaient inscrites aux programmes des métiers de fabrication de produits métalliques, soit un peu plus du cinquième (22 %) du total. Il s'agit de la plus forte proportion de tous les groupes de métiers.

Le nombre d'achèvements reste stable depuis trois ans

Plusieurs facteurs influent sur la capacité des apprentis inscrits de terminer leur programme, notamment la durée de celui-ci et, plus important encore, la capacité de garder un emploi stable.

En 2001, 18 260 hommes et femmes ont reçu un certificat, soit à peu près le même nombre qu'en 2000. Il s'agit toutefois d'une hausse de 7 % par rapport à 1995 (17 070).

Le taux d'achèvement est relativement stable depuis 1999, année où il a enregistré un bond significatif de 13 %. Le déclin du début des années 1990 a eu d'importantes conséquences sur le nombre d'achèvements, et un creux de 16 090 a été atteint en 1996.

Comme c'était le cas pour les inscriptions, le nombre d'achèvements a diminué au début des années 1990. Toutefois, tandis que le nombre d'inscriptions dépassait les niveaux précédents après la période de reprise, le nombre d'achèvements se situe encore légèrement au-dessous des seuils précédents. Il semble que la période de reprise soit plus longue pour les achèvements. Les périodes de déclin peuvent donc éventuellement allonger la durée requise pour l'achèvement des programmes des apprentis.

Le nombre d'achèvements a augmenté dans la plupart des grands groupes de métiers depuis 1995, particulièrement dans les trois groupes qui dominent traditionnellement le secteur, soit celui de la fabrication de produits métalliques (+19 %), celui des véhicules automobiles et du matériel lourd (+18 %) et celui de l'industrie et de la mécanique (+10 %).

Le nombre d'achèvements a diminué dans un seul groupe de métiers depuis 1995, soit dans celui de la construction de bâtiments (-16 %).

En 2001, quelque 2 050 femmes ont terminé leur formation, en baisse de 4 % par rapport à 2000. Toutefois, au cours de la période de six ans, le nombre d'achèvements chez les femmes a augmenté de 12 %. Cette hausse est attribuable en grande partie à un accroissement de 8 % du nombre de finissants des programmes de métiers en alimentation et en services.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 3154.**

En tout, 16 210 hommes ont terminé leur apprentissage en 2001, en légère hausse de 1 % par rapport à 2000 et de 6 % par rapport à 1995.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais

le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca).
Télécopieur : (613) 951-9040.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karl Skof au (613) 951-1529 (karl.skof@statcan.ca) ou avec Sylvie Bonhomme au (613) 951-5366 (sylvie.bonhomme@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-6567.

Formation des apprentis inscrits : inscriptions

Grands groupes de métiers ¹	1995		2000		2001		1995 à 2001		2000 à 2001	
		% du total		% du total		% du total		var. en %		
Construction de bâtiments	35 390	21,5	40 880	20,3	43 960	20,2	24,2		7,5	
Électricité, électronique et métiers connexes	29 390	17,8	32 850	16,3	36 640	16,8	24,7		11,5	
Alimentation et services	15 270	9,3	20 160	10,0	22 180	10,2	45,3		10,0	
Industrie et mécanique	13 640	8,3	16 640	8,3	17 780	8,2	30,4		6,8	
Fabrication de produits métalliques	33 500	20,4	44 420	22,0	47 620	21,9	42,1		7,2	
Véhicules automobiles et matériel lourd	34 520	21,0	41 980	20,8	43 940	20,2	27,3		4,7	
Autres ²	2 860	1,7	4 660	2,3	5 450	2,5	90,3		16,9	
Total³	164 570	100,0	201 590	100,0	217 560	100,0	32,2		7,9	

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe « Autres » a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

Formation des apprentis inscrits : achèvements

Grands groupes de métiers ¹	1995		2000		2001		1995 à 2001		2000 à 2001	
		% du total		% du total		% du total		var. en %		
Construction de bâtiments	2 510	14,7	2 060	11,3	2 100	11,5	-16,2		1,9	
Électricité, électronique et métiers connexes	3 050	17,9	2 740	15,0	3 080	16,8	1,0		12,4	
Alimentation et services	2 410	14,1	2 590	14,2	2 450	13,4	1,7		-5,4	
Industrie et mécanique	1 630	9,5	1 660	9,1	1 790	9,8	9,6		7,8	
Fabrication de produits métalliques	3 470	20,3	4 190	22,9	4 140	22,7	19,3		-1,1	
Véhicules automobiles et matériel lourd	3 760	22,0	4 730	25,9	4 430	24,2	17,8		-6,3	
Autres ²	260	1,5	300	1,7	290	1,6	11,2		-5,3	
Total³	17 070	100,0	18 250	100,0	18 260	100,0	7,0		0,1	

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe «Autres» a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

Formation des apprentis enregistrés : inscriptions chez les hommes

Grands groupes de métiers ¹	1995		2000		2001		1995 à 2001		2000 à 2001		
	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	var. en %	
Construction de bâtiments	34 520	97,5	22,5	39 880	97,6	21,7	42 750	97,2	21,6	23,8	7,2
Électricité, électronique et métiers connexes	28 860	98,2	18,8	32 110	97,8	17,4	35 750	97,6	18,1	23,9	11,3
Alimentation et services	7 050	46,1	4,6	7 970	39,5	4,3	8 560	38,6	4,3	21,5	7,5
Industrie et mécanique	13 420	98,4	8,8	16 390	98,5	8,9	17 500	98,4	8,9	30,4	6,8
Fabrication de produits métalliques	33 100	98,8	21,6	43 710	98,4	23,7	46 760	98,2	23,7	41,3	7,0
Véhicules automobiles et matériel lourd	33 910	98,2	22,2	41 160	98,1	22,4	43 050	98,0	21,8	27,0	4,6
Autres ^{2,3}	2 290	80,1	1,5	2 880	61,8	1,6	3 150	57,8	1,6	37,3	9,3
Total⁴	153 140	93,1	100,0	184 100	91,3	100,0	197 500	90,8	100,0	29,0	7,3

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe «Autres» a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Depuis 1995, un nombre relativement élevé de femmes se sont inscrites à de nouveaux programmes d'apprentissage qui se sont ajoutés au grand groupe «Autres».

⁴ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

Formation des apprentis enregistrés : inscriptions chez les femmes

Grands groupes de métiers ¹	1995		2000		2001		1995 à 2001		2000 à 2001		
	femmes	% de femmes	% de total des femmes	femmes	% de femmes	% de total des femmes	femmes	% de femmes	% de total des femmes	var. en %	
Construction de bâtiments	880	2,5	7,7	1 000	2,4	5,7	1 210	2,8	6,0	38,1	21,5
Électricité, électronique et métiers connexes	530	1,8	4,6	740	2,2	4,2	890	2,4	4,4	68,9	20,4
Alimentation et services	8 230	53,9	72,0	12 190	60,5	69,7	13 620	61,4	67,9	65,6	11,7
Industrie et mécanique	210	1,6	1,8	260	1,5	1,4	280	1,6	1,4	33,3	10,9
Fabrication de produits métalliques	400	1,2	3,5	710	1,6	4,1	860	1,8	4,3	115,6	20,8
Véhicules automobiles et matériel lourd	620	1,8	5,4	820	1,9	4,7	890	2,0	4,5	44,5	9,6
Autres ^{2,3}	570	19,9	5,0	1 780	38,2	10,2	2 300	42,2	11,5	303,2	29,2
Total⁴	11 430	6,9	100,0	17 490	8,7	100,0	20 060	9,2	100,0	75,5	14,7

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe «Autres» a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Depuis 1995, un nombre relativement élevé de femmes se sont inscrites à de nouveaux programmes d'apprentissage qui se sont ajoutés au grand groupe «Autres».

⁴ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

Formation des apprentis enregistrés : achèvements chez les hommes

Grands groupes de métiers ¹	1995			2000			2001			1995	2000
	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	hommes	% d'hommes	% du total des hommes	à 2001	à 2001
Construction de bâtiments	2 480	98,8	16,2	2 030	98,7	12,6	2 080	99,2	12,8	-15,9	2,5
Électricité, électronique et métiers connexes	3 010	98,6	19,7	2 680	97,9	16,6	3 020	98,2	18,6	0,6	12,8
Alimentation et services	780	32,3	5,1	730	28,2	4,5	680	27,9	4,3	-12,2	-6,3
Industrie et mécanique	1 590	97,9	10,5	1 640	99,2	10,2	1 760	98,4	10,8	10,2	6,9
Fabrication de produits métalliques	3 440	99,2	22,6	4 150	99,2	25,8	4 080	98,6	25,2	18,6	-1,7
Véhicules automobiles et matériel lourd	3 730	99,2	24,5	4 670	98,9	29,1	4 370	98,7	27,0	17,3	-6,4
Autres ^{2,3}	210	82,6	1,4	200	65,7	1,2	210	74,6	1,3	0,5	7,5
Total⁴	15 240	89,2	100,0	16 110	88,2	100,0	16 210	88,8	100,0	6,4	0,6

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe «Autres» a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Depuis 1995, un nombre relativement élevé de femmes se sont inscrites à de nouveaux programmes d'apprentissage qui se sont ajoutés au grand groupe «Autres».

⁴ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

Formation des apprentis enregistrés : achèvements chez les femmes

Grands groupes de métiers ¹	1995			2000			2001			1995	2000
	femmes	% de femmes	% du total des femmes	femmes	% de femmes	% du total des femmes	femmes	% de femmes	% du total des femmes	à 2001	à 2001
Construction de bâtiments	30	1,2	1,6	30	1,3	1,3	20	0,8	0,8	-41,4	-37,0
Électricité, électronique et métiers connexes	40	1,4	2,3	60	2,1	2,7	60	1,8	2,7	30,2	-3,4
Alimentation et services	1 630	67,7	88,5	1 860	71,8	86,5	1 760	72,1	85,9	8,4	-5,0
Industrie et mécanique	30	2,1	1,8	10	0,8	0,6	30	1,6	1,4	17,6	115,4
Fabrication de produits métalliques	30	0,8	1,6	30	0,8	1,6	60	1,4	2,8	100,0	70,6
Véhicules automobiles et matériel lourd	30	0,8	1,7	50	1,1	2,5	60	1,3	2,8	83,9	5,6
Autres ^{2,3}	50	17,4	2,5	100	34,3	4,8	70	25,4	3,6	62,2	-29,8
Total⁴	1 840	10,8	100,0	2 150	11,8	100,0	2 050	11,2	100,0	11,6	-4,4

¹ Les pourcentages sont calculés à partir des chiffres réels non arrondis.

² Un récent examen du grand groupe «Autres» a entraîné une nouvelle répartition de certains métiers et professions, surtout dans les groupes «Alimentation et services» et «Industrie et mécanique». Cette répartition a été appliquée à toutes les années de 1995 à 2001. Depuis le début des années 1990, de nouveaux métiers et professions offrant maintenant des programmes d'apprentissage se sont ajoutés au grand groupe de métiers «Autres».

³ Depuis 1995, un nombre relativement élevé de femmes se sont inscrites à de nouveaux programmes d'apprentissage qui se sont ajoutés au grand groupe «Autres».

⁴ Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres en raison de l'arrondissement à la dizaine près.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Mariages

2001

En 2001, le nombre de couples qui se sont mariés au Canada a nettement diminué, tandis que le taux brut de nuptialité pour le pays a chuté au plus bas niveau jamais observé.

Un total de 146 618 couples ont uni leurs destinées, soit 6,8 % de moins que les 157 395 en 2000.

Il s'agit d'une reprise de la tendance à la baisse observée tout au long des années 1990. Le nombre de mariages a augmenté en 1999 et en 2000. Toutefois, le niveau atteint en 2000, qui a été le plus élevé en cinq ans, était peut-être attribuable à la décision de certains couples de se marier au début du nouveau millénaire.

Le nombre de mariages a diminué en 2001 dans toutes les provinces et les territoires à l'exception des Territoires du Nord-Ouest (+2,9 %) et du Nunavut (+13,5 %). Des baisses de l'ordre d'au moins 10 % ont été enregistrées à Terre-Neuve-et-Labrador (-13,1 %), au Nouveau-Brunswick (-12,2 %), au Québec (-11,8 %), en Saskatchewan (-11,5 %) et en Nouvelle-Écosse (-11,1 %).

Le taux brut de nuptialité a baissé pour atteindre un bas niveau record de 4,7 mariages par tranche de 1 000 habitants, après s'être maintenu à 5,1 pendant quatre ans. Selon les données sur les mariages en 2001, le taux brut de nuptialité est de nouveau à la baisse.

Parmi les mariages qui ont eu lieu en 2001, 76,4 % ont été célébrés par un membre du clergé et 23,6 % par un laïc, comme un commissaire de mariage, un juge, un juge de paix ou un greffier du tribunal.

Ces pourcentages varient considérablement selon la province et le territoire. Dans 10 des 13 provinces et territoires, la majorité des mariages ont été célébrés par un membre du clergé. La proportion était particulièrement élevée en Ontario, où 98,5 % des mariages en 2001 ont été célébrés par un membre du clergé. Ce n'est qu'au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Colombie-Britannique qu'il y a eu plus de mariages célébrés par un laïc que par un membre du

clergé, le Yukon venant en tête, affichant une proportion de 76,9 %.

Dans les cas où il s'agissait d'un premier mariage, tant pour le marié que pour la mariée, le célébrant était plus susceptible d'être un membre du clergé comparativement aux remariages. Les premiers mariages étaient célébrés par un membre du clergé dans 81,6 % des cas et par un laïc dans 18,4 % des cas, comparativement aux remariages qui ont été célébrés par un membre du clergé dans 66,3 % des cas et par un laïc dans 33,6 % des cas.

Les Canadiens continuent de se marier à un âge plus avancé. En 2001, l'âge moyen des mariées était de 31,9 ans, en hausse de 2,6 ans par rapport à 1991 et de 5,7 ans par rapport à 1981. L'âge moyen des mariés était de 34,4 ans en 2001, en hausse de 2,6 ans par rapport à 1991 et de 5,6 ans par rapport à 1981.

Les mariées pour lesquelles il s'agissait du premier mariage constituaient le plus jeune groupe de personnes à se marier en 2001, l'âge moyen de celles-ci étant de 28,2 ans. L'âge moyen des mariées antérieurement divorcées était de 41,4 ans et celui des mariées qui étaient antérieurement veuves, de 56,4 ans.

En 2001, l'âge moyen des mariés pour lesquels il s'agissait du premier mariage a atteint 30,2 ans. Les mariés antérieurement divorcés avaient en moyenne 45,0 ans et les mariés qui étaient antérieurement veufs avaient en moyenne 62,9 ans.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3232.

Les tableaux standard *Mariages, 2001* (84F0212XPB, 22 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour commander des totalisations personnalisées, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 (hd-ds@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patricia Tully au (613) 951-1759 (patricia.tully@statcan.ca) ou avec Brent Day au (613) 951-4280 (brent.day@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. □

Mariages selon le type de célébrant¹ 2001

	Membre du clergé		Laïc ²	
	nombre	%	nombre	%
Canada	111 973	76,4	34 589	23,6
Terre-Neuve-et-Labrador	2 497	84,2	454	15,3
Île-du-Prince-Édouard	753	83,6	142	15,8
Nouvelle-Écosse	3 561	72,6	1 342	27,4
Nouveau-Brunswick	2 913	74,6	993	25,4
Québec	15 510	70,6	6 447	29,4
Ontario	61 616	98,5	939	1,5
Manitoba	3 540	59,3	2 427	40,7
Saskatchewan	3 323	65,7	1 737	34,3
Alberta	9 216	52,9	8 216	47,1
Colombie-Britannique	8 870	43,1	11 687	56,8
Yukon	33	22,4	113	76,9
Territoires du Nord-Ouest	51	35,9	81	57,0
Nunavut	90	89,1	11	10,9

¹ Ce tableau exclut un petit nombre de mariages (56 pour le Canada) pour lesquels le type de célébrant était inconnu.

² Les laïcs comprennent les types de célébrants suivants : le juge, le juge de paix, le commissaire de mariage et le greffier du tribunal.

Mariages¹

	2000	2001	2000 à 2001	Taux brut de nuptialité en 2001 pour 1 000 habitants
	nombre	nombre	var. en %	
Canada	157 395	146 618	-6,8	4,7
Terre-Neuve-et-Labrador	3 412	2 964	-13,1	5,6
Île-du-Prince-Édouard	962	901	-6,3	6,5
Nouvelle-Écosse	5 517	4 903	-11,1	5,2
Nouveau-Brunswick	4 447	3 906	-12,2	5,2
Québec	24 912	21 961	-11,8	3,0
Ontario	65 426	62 574	-4,4	5,3
Manitoba	6 471	5 968	-7,8	5,2
Saskatchewan	5 717	5 060	-11,5	5,0
Alberta	18 063	17 433	-3,5	5,7
Colombie-Britannique	22 086	20 558	-6,9	5,0
Yukon	155	147	-5,2	4,9
Territoires du Nord-Ouest	138	142	2,9	3,4
Nunavut	89	101	13,5	3,6

¹ Les statistiques sur les mariages sont compilées selon la province ou le territoire où le mariage a eu lieu et peuvent inclure les mariages de non-résidents du Canada et de non-résidents de la province ou du territoire où le mariage a eu lieu.

Stocks de viande de volaille congelée

1^{er} novembre 2003 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1^{er} novembre totalisaient 63 476 tonnes métriques, en baisse de 8,8 % par rapport au 1^{er} novembre 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0023 et 003-0024.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3425.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Livraisons des principales céréales

Octobre 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'octobre sur les livraisons des principales céréales.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3403, 3404 et 3443.

Le numéro d'octobre 2003 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 12 \$ / 120 \$; 22-007-XPB, 17 \$ / 160 \$) paraîtra en janvier 2004. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 (*agriculture@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Statistiques sur le broyage

Octobre 2003

Les tritrateurs canadiens ont broyé 279 079 tonnes métriques de canola en octobre, selon les données

de l'Enquête mensuelle sur le broyage. La production d'huile s'est chiffrée à 114 154 tonnes et celle de tourteaux a atteint 175 734 tonnes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3404.

Le numéro d'octobre 2003 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 12 \$ / 120 \$; 22-007-XPB, 17 \$ / 160 \$) paraîtra en janvier 2004. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquer avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 (*agriculture@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'Observateur économique canadien,
novembre 2003, vol. 16, n° 11
Numéro au catalogue : 11-010-XIB (19 \$/182 \$).

L'Observateur économique canadien,
novembre 2003, vol. 16, n° 11
Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

Comptes des revenus et dépenses - série technique : Le système international de comptabilité nationale de 1993 : son application au Canada, n° 32
Numéro au catalogue : 13-604-MIB1995032
(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses - série technique : La révision de 1995 des comptes économiques et financiers nationaux, n° 33
Numéro au catalogue : 13-604-MIB1995033
(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses - série technique : Une introduction aux produits financiers dérivés, n° 34
Numéro au catalogue : 13-604-MIB1995034
(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses - série technique : L'effet du changement d'année de base sur le PIB, n° 35
Numéro au catalogue : 13-604-MIB1996035
(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses - série technique : Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada : mise à jour jusqu'à 1998, n° 36
Numéro au catalogue : 13-604-MIB1999036
(gratuit).

Statistiques des prix des immobilisations, deuxième trimestre de 2003, vol. 19, n° 2
Numéro au catalogue : 62-007-XPB (26 \$/85 \$).

Éducation, compétences et apprentissage - documents de recherche : Planification et préparation : premiers résultats de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études (EAPE) de 2002,
Numéro au catalogue : 81-595-MIF2003010
(gratuit).

Sommaire statistique de l'état civil selon la localité, 2001
Numéro au catalogue : 84F0001XPB (22 \$).

Mariages - tableaux standards, 2001
Numéro au catalogue : 84F0212XPB (22 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 1 - XIF (Angl) 11-001-XIF/11-001-XIF-4E33



Le Jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré la crise de confiance des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au centre-ville les semaines de transport urbain, soit le même chiffre que enregistré au cours des 25 dernières années. 5
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, le hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement supérieure à celle des États-Unis. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice de l'offre d'emploi, mai 1997** 10
- **Énergie sur les entreprises à court terme** 11
- **Adaptation des entreprises au marché de la 31 mai 1997** 11
- **Production d'œufs, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.